

La Corse au centre du débat

"LA NOUVELLE QUESTION CORSE" DE JÉRÔME FOURQUET

Les changements politiques en Corse ont modifié la donne sur l'île de Beauté

La Corse est, depuis toujours, de par sa position géographique, un lieu où se croisent les peuples. Ces peuples, d'une façon ou d'une autre, sont devenus le peuple insulaire, farouche défenseur de son île. Mais, régulièrement, la Corse est traversée par des poussées de fièvre: celle née de la volonté d'indépendance au XVIII^e siècle, et à la richesse de la pensée de Pascal Paoli, puis celle née de l'aventure napoléonienne, à peine un temps plus tard. Deux siècles après la mort de ces deux figures emblématiques (Pascal Paoli est décédé en 1805 et Napoléon en 1821), la Corse est à nouveau traversée par une poussée de

fièvre politique, due cette fois à la récente victoire des nationalistes à l'Assemblée territoriale. Jean-Guy Talamoni, président de l'Assemblée de Corse, issu des indépendantistes et Gilles Simeoni, président du Conseil exécutif, dans la mouvance autonomiste, sont les deux nouvelles figures de proue d'une Corse qui cherche sa voie entre la France, l'Europe, et sa propre identité méditerranéenne. La nouvelle question corse s'efforce ainsi de décortiquer et d'analyser la situation sociale et politique de l'île. Objet d'une première édition en 2017, l'ouvrage a été actualisé à la suite des dernières élections qui ont vu les nationalistes l'emporter. Jérôme Fourquet dresse, chiffres à l'appui, le portrait d'une Corse confrontée (comme le reste de la société) à la question des migrations et de l'altérité. Par exemple, en démontrant que, rapporté à la population insulaire, le nombre d'actes antimusulmans enregistrés en Corse atteint des proportions inégales. Tout en ne négligeant pas le fait que tant Simeoni que Talamoni ont appelé - sans recevoir un écho positif de l'Élysée - à ce que le navire *Aquarius*, celui qui s'efforce de récupérer les migrants en détresse en Méditerranée pour le compte d'une ONG, puisse ac-

coster dans un port corse. Nationalisme, clanisme et immigration constituent donc les mots-clés de cette analyse, qu'il vaut mieux lire l'esprit détaché de toute cause, pour comprendre les rouages et, après seulement, prendre position si l'on estime devoir le faire.

Patrick COULOMB



"La nouvelle question corse", de Jérôme Fourquet, aux éditions de L'Aube, 12 euros. Édition poche annoncée à la rentrée.

L'AUTEUR

Jérôme Fourquet dirige le département Opinion et stratégies d'entreprises de l'Ifop. Il a déjà publié, chez le même éditeur, *Karim vote à gauche et son voisin vote FN*, *L'An prochain à Jérusalem?* et *Accueil ou submersion? Regards européens sur la crise des migrants*. Ses travaux portent essentiellement sur les comportements et attitudes politiques en lien avec les religions, l'immigration ou les questions d'identité. Il est également expert en géographie électorale.

EXTRAITS

Introduction

Alors que dans le cadre de la réforme constitutionnelle en cours, le gouvernement veut cantonner la question corse à la seule dimension technique et administrative, le tandem Simeoni-Talamoni souhaite voir reconnu le caractère éminemment politique de cette question, avec notamment la référence à l'existence d'un peuple corse dans la Constitution. Si l'indépendance n'est pas à l'ordre du jour, les déboires des nationalistes catalans ayant douché les ardeurs, les derniers scrutins, tant sur l'île qu'au plan national, ont ainsi ouvert une nouvelle période dans l'histoire politique et institutionnelle de la Corse. L'île, plus que jamais, aspire à davantage d'autonomie tout en s'arc-boutant sur la défense de son identité. Les revendications sur le statut de la langue comme les relations parfois compliquées avec la population issue de l'immigration en sont les manifestations les plus saillantes. Qu'il s'agisse du vivre-ensemble ou de la question institutionnelle, les prochaines années seront donc décisives, les natios et le nouveau pouvoir central le savent.

Le statut de résident

Toute une partie de la société corse est également reconnaissante aux nationalistes d'avoir mené une autre lutte au nom du bien commun: celle pour le statut de résident corse permettant d'accorder une priorité aux insulaires en matière d'achat immobilier. Comme d'autres régions touristiques, la Corse a été confrontée à une hausse spectaculaire des prix de l'immobilier, qui s'est traduite par le fait que de nombreux jeunes ménages corses n'ont plus les moyens d'acheter et de devenir propriétaires, les acheteurs continentaux ou étrangers disposant de ressources financières bien plus importantes. Dans ce contexte, s'est développé "un sentiment généralisé de spoliation", selon Jean Bianucci, maire nationaliste de Cuttoli-Corticchiatto, première commune à avoir voté le statut de résident et à avoir lancé la réalisation d'un lotissement qui serait réservé uniquement aux personnes pouvant justifier d'une présence d'au moins

cinq ans dans l'île. Cette initiative, jugée par la loi contraire au principe de non-discrimination, est attaquée par la justice, mais le maire, défendu sur ce dossier par l'avocat Gilles Simeoni, par ailleurs leader autonomiste, bénéficie d'un large soutien, les habitants pestant contre "ces Parisiens qui rachètent tous les terrains et empêchent nos jeunes de s'installer et de vivre au pays". Au premier tour des élections régionales, la liste autonomiste de Gilles Simeoni, à laquelle le maire appartenait, obtenait 47,5 % des voix dans la commune.

Cette question du statut de résident est intéressante pour les nationalistes, car si elle leur permet de rencontrer un certain écho dans une large partie de la population corse confrontée à la hausse des prix de l'immobilier bloquant l'accès à la propriété sur son propre territoire, elle recèle aussi une dimension éminemment politique.

Adopter le statut de résident revient à créer une distinction entre ceux qui habitent l'île depuis suffisamment longtemps (l'ancienneté de résidence ayant été fixée à cinq ans dans le texte voté par l'Assemblée de Corse) et les nouveaux arrivants ou les habitants de passage. Sur cette base, un discours relativement ouvert sur une "communauté de destin" (regroupant Corses de souche, immigrés et Continentaux aspirant à faire partie de la société corse) est alors développé par certains nationalistes et autonomistes. Mais pour Jean-François Profizi, opposant des indépendantistes

et porte-parole de l'association France-Corse, "les nationalistes ont choisi le biais immobilier pour enfoncer un coin et tirer ensuite la ficelle pour établir une citoyenneté corse". Celle-ci ne serait pas fondée sur des critères d'origine mais d'ancienneté de résidence, à ceci près que des voix se sont élevées pour réclamer le statut de résident aux membres de la diaspora corse vivant sur le continent, ouvrant ici la porte à une conception ethnique du peuple corse.

Quand le FLNC met en garde Daesh

Alors que les attaques de Magnanville (l'égorgeage d'un couple de policiers) puis de Nice s'étaient déroulées dans des territoires pourtant très fortement taraudés par la question identitaire, marqués par une ségrégation ethno-culturelle très nette et un vote FN très élevé, tant dans la région de Mantes-la-Jolie qu'à Nice, ces lieux n'ont pas été le théâtre d'actes de représailles aveugles après les attentats, alors que de telles actions ont eu lieu en Corse, zone pourtant épargnée jusqu'à présent par le terrorisme islamiste. Cela en dit long sur la nature hautement inflammable de la situation de l'île, dont toute une partie de la population se sent sous la menace du terrorisme et de l'islamisation. En juillet 2016, l'Assemblée de Corse adoptait une résolution demandant à l'État de fermer les lieux de culte musulmans fondamentalistes, quelques heures après que le mouvement nationaliste clandestin, FLNC du 22-October, avait menacé les "islamistes radicaux de Daesh" d'une "réponse déter-

"NAPOLÉON EST REVENU"

D'ÉRIC TEYSSIER

Imaginez... Au début de l'année 2015, l'historien Adrien Beaussier voit débarquer chez lui un inconnu, qui prétend être Napoléon. Est-ce un de ces fous qui peuplaient les asiles à une époque, quand on entendait parler de tous ces hommes qui se prenaient pour Dieu, l'Empereur ou le pape? La conversation entre les deux hommes va convaincre l'historien qu'il n'en est rien, que l'homme qui vient de faire irruption dans la vie d'Adrien Beaussier est bel et bien une réincarnation de l'Empereur et qu'il est là pour reprendre le pouvoir... Au travers de cette fable, Éric Teyssier se livre à un jeu qui amusera tous ceux qui aiment l'histoire, bien au-delà de l'épopée napoléonienne. Notre monde, l'histoire du XX^e siècle et l'actuel XXI^e siècle, sont "relus" par l'Empereur avec une certaine froideur objective, loin des constats officiels contemporains, et il délivre au passage quelques leçons très "napoléoniennes", lesquelles, de fait, ne plairont peut-être pas à tout le monde.

P.CE

► "Napoléon est revenu", d'Éric Teyssier, aux éditions Lemme EDIT, 408 pages, 26,50 euros.

L'AUTEUR

Éric Teyssier est diplômé en sciences politiques agrégé d'histoire, maître de conférences à l'université de Nîmes et il est très impliqué dans ce que l'on appelle "l'histoire vivante", une manière fictionnée ou fabulée de faire revivre personnages et périodes historiques.

EXTRAITS

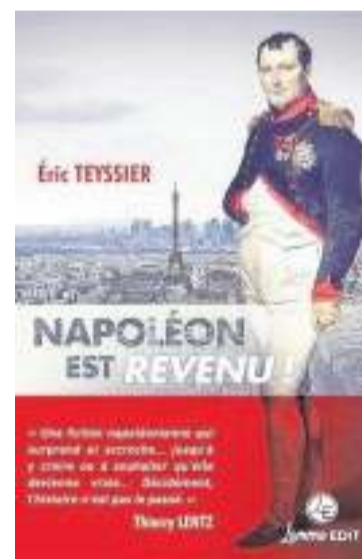
"Je suis revenu sur les conflits de ce dernier siècle sur l'art de la guerre. Je juge les généraux des deux guerres mondiales au-dessous du médiocre. Cet Hitler surtout, non content d'être un fou criminel, c'est un cerveau creux. Il fait la même erreur que moi en s'attaquant à la Russie. Le même jour en plus, étonnant non? L'Histoire ne lui a pas servi d'exemple (...). Pour couronner le tout, voilà le fanatisme religieux le plus obscurantiste qui se répand en Orient et jusque sur notre sol. Le fanatisme... J'ai connu cela en Espagne. Des moines bornés excitant des peuples ignorants à une guerre sainte. À partir de là, plus de raison, plus de Lumières, mais toutes les atrocités que l'homme peut faire subir à l'homme, s'il n'est pas tenu par quelques principes d'humanité et surtout par un État fort."

De Gaulle

"Son coup d'État, il a été réalisé comme le mien, sans verser une goutte de sang. Comme moi, il redonne un véritable pouvoir à l'exécutif (...). Il abandonne l'Algérie, j'aurais fait de même. Mais il laisse massacrer ces barbaresques enrôlés dans notre armée, les... comment les appelez-vous déjà? - Les Harkis, Sire. - Oui, c'est cela, ces Harkis me font penser aux Mamelouks. Ils ont aussi combattu à nos côtés en Égypte, mais je ne les ai pas abandonnés à la vengeance des Turcs."

Mitterrand

"Le peuple a de l'instinct, Beaussier. Il suit souvent le bon berger, mais où est-il aujourd'hui? Où se trouve l'autorité? Voyez ce Mitterrand. Il a été de tous les bords. Il me fait penser à cette girouette de Talleyrand (...). Les suivants n'ont aucune allure et le dernier (NDLR: François Hollande) est un roi fainéant. (...)"



minée sans aucun état d'âme" en cas d'attaque. Il est intéressant de constater, d'une part, que ce communiqué long de cinq pages sera envoyé à "Corse Matin" le 27 juillet, soit le lendemain de l'attaque de Saint-Étienne-du-Rouvray, et, d'autre part, qu'il émane d'un groupe, le FLNC du 22-October, qui avait annoncé en mai 2016, soit quelques mois auparavant être entré dans un processus de démilitarisation.

Cela tend à démontrer que la partie la plus radicale de la mouvance nationaliste est très sensible à la menace djihadiste et islamiste, et qu'elle réagit immédiatement à chaque événement. Cela montre aussi que cet enjeu peut être un facteur de retour à l'action violente, alors que la victoire des nationalistes aux régionales avait fait perdre, y compris au FLNC du 22-October, la légitimité du recours aux armes, la conférence annonçant la démilitarisation intervenant cinq mois après les élections municipales marquées par la victoire des nationalistes à Bastia.

Dans ce long communiqué, le groupe clandestin réaffirme le principe de "communauté de destin" qu'"aujourd'hui plus que jamais n'est pas un vain mot" et rappelle que les musulmans ont droit de cité en Corse. Il leur demande néanmoins, "si cela s'avère nécessaire", de "résister avec [EUX] pour vaincre les fanatismes islamistes". Le FLNC leur précise "qu'il ne s'agit pas de renier votre religion", mais de "prendre position contre l'islam radical" en signalant les dérives constatées.